

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 27 (1977)

**Heft:** 3

**Buchbesprechung:** Les ouvriers en grève. France 1871-1890 [Michelle Perrot]

**Autor:** Vuilleumier, Marc

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Allemands à Bruxelles, Moses Hess, Wilhelm Friedrich Schulz, qui vécut en Suisse avant et après 1848, en prit la nationalité et a été bien négligé par l'historiographie. Regrettions à ce propos que le colloque n'ait pas porté plus d'attention aux activités des artisans allemands dans notre pays; elles auraient mérité plus que ce qui s'en est dit dans les différents rapports et dans la discussion (il y avait bien un participant venu de Suisse, mais il a gardé un mutisme total).

Comme il ne peut être question de résumer les rapports, souvent fort riches, nous nous bornerons à mentionner plus particulièrement ceux de Jacques Grandjouc (France), dont on retiendra l'excellente synthèse sur les luttes idéologiques au sein de la Ligue des Justes; de E. Schraepler sur les sociétés secrètes et les débuts du mouvement ouvrier avant 1848, qui a soulevé une intéressante discussion sur le caractère de ces organisations et les traditions nationales ou exemples étrangers dont elles ont pu s'inspirer; de l'historien israélien Shlomo Na'aman, qui, débordant le cadre chronologique du colloque, a traité du problème de la continuité du mouvement socialiste de Weitling à la fondation de la première Internationale. C'est peut-être autour de cette question que s'est déroulé l'un des débats les plus intéressants. Cette continuité ne semble plus contestée par personne. Cependant, certains, telle l'historienne social-démocrate Frolinde Balser, distinguaient volontiers deux traditions: l'une, née en Allemagne même et qui connaît son apogée en 1848, essentiellement démocratique, s'inspirant de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1793 adaptée par Ch. Teste; l'autre, fondamentalement différente, née dans l'émigration et trouvant sa forme la plus achevée dans le *Manifeste du Parti communiste*. Mais, cette démonstration soulève de nombreuses objections et ne semble guère avoir entraîné la conviction des participants; comme le relève Na'aman, il n'y a, en 1848, aucune contradiction entre les 17 revendications du Parti communiste et la Déclaration de 1793: les deux textes demandent la république une et indivisible. Parmi les autres points ayant donné lieu à d'intéressants échanges de vue, relevons l'importance de la question religieuse, l'individualisme pré-anarchiste des Jeunes Allemands, l'influence de l'émigration sur la naissance du sentiment national ...

Genève

Marc Vuilleumier

MICHELLE PERROT, *Les ouvriers en grève. France 1871-1890*. Paris - La Haye, Mouton, 1973. 2 vol. in-8°, 900 p. (Ecole pratique des Hautes Etudes, VI<sup>e</sup> section, Centre de recherches historiques. Civilisations et Sociétés, 31).

Voilà certainement l'un des meilleurs livres d'histoire sociale de ces dernières années. Avec les ouvrages de Rolande Trempé sur les mineurs de Carmaux et de Claude Willard sur les Guesdistes, il constitue une contribution essentielle à la connaissance du mouvement ouvrier français et de son histoire. Cependant, une œuvre de cette valeur fait regretter qu'elle ne

soit pas en quelque sorte mieux étayée par le reste de l'historiographie française; en effet, cette étude synthétique des grèves ne peut s'appuyer que sur fort peu de travaux préliminaires; l'histoire proprement organisationnelle du mouvement ouvrier français de cette époque est encore assez obscure et le déroulement, purement événementiel, de nombre des grèves les plus importantes n'est pas connu, sinon des quelques initiés qui se sont plongés dans les sources. De ce fait, il est parfois un peu difficile de suivre l'auteur, dont le propos n'était justement pas d'écrire une histoire des grèves. Certes, les précisions qu'elle apporte, les recherches dans quelques autres ouvrages accessibles permettent souvent de s'en tirer, mais il n'en demeure pas moins que trop de faits restent allusifs pour qui n'a pas une connaissance intime du mouvement ouvrier français d'alors. Il ne s'agit pas, en effet, d'une histoire des grèves, ni sous forme d'une série de monographies ni sous celle d'un exposé plus synthétique, mais d'une espèce de sociologie historique, qui fait un recours constant au quantitatif, grâce à l'abondance des sources officielles, abondance qui, d'ailleurs, n'est souvent qu'apparence sous laquelle apparaissent des lacunes béantes ou des erreurs manifestes.

Ce recours au quantitatif, traité par ordinateur, est beaucoup moins systématique et exclusif que dans l'étude de Ch. Tilly et Edw. Shorter, *Strikes in France 1830–1968* (cf. l'exposé de ces deux auteurs et leur confrontation avec Michelle Perrot in *Annales ESC*, juillet-août 1973, t. XXVIII, n° 4). A tous moments, Michelle Perrot fait appel aux sources les plus variées, à toutes celles qui sont susceptibles de compléter les données chiffrées ou d'en permettre une meilleure interprétation. Si elle manifeste parfois, comme beaucoup d'historiens face aux statisticiens et à tous ceux qui n'opèrent que sur des nombres, une certaine hantise, cela ne l'amène jamais à oublier la nécessaire critique des sources ni à multiplier les calculs pour le plaisir d'établir des moyennes ou des corrélations alors qu'on ne dispose pas des bases suffisantes pour cela.

Cette utilisation des méthodes quantitatives oblige d'ailleurs l'historien à un effort considérable: dans l'exploitation de ses sources (quelque 3000 grèves en l'occurrence), il lui faut, pour pouvoir établir comparaisons, statistiques et corrélations, rassembler le maximum de données possible, et cela d'une façon uniforme. Cela le pousse à des recherches méticuleuses et complètes dont le lecteur non initié ne se fera sans doute qu'une faible idée. C'est là, certes, une salutaire discipline, mais aussi une tâche d'une ampleur peu commune.

Mais il ne suffit pas d'accumuler les données, encore faut-il savoir les utiliser et les mettre en œuvre, tant pour leur exploitation sur ordinateur que pour leur intégration à l'étude. Et c'est là que se révèle le talent de Michelle Perrot: beaucoup de ses chapitres sont, malgré la richesse de leur contenu, d'une lecture passionnante. Si l'on butte, ici ou là, sur quelques tics linguistiques du jargon à la mode et sur quelques provincialismes

du V<sup>e</sup> arrondissement, en revanche, on ne tarde pas à se convaincre que l'auteur a le sens de la formule et sait trouver le mot juste.

Mais, il ne s'agit pas seulement d'expression; dans sa recherche, Michelle Perrot élabore et définit un certain nombre de concepts qu'elle utilise avec succès et qui seront, n'en doutons pas, d'un grand secours méthodologique pour ceux qui se pencheront désormais sur l'histoire du mouvement ouvrier. La grève est, en effet, un moment particulièrement privilégié de l'action ouvrière: par tout ce qu'elle révèle sur ses acteurs, elle constitue, pour le prolétariat et aussi pour le reste de la société, un «analyseur social» de tout premier ordre. Il est d'autant plus précieux que, pour la période étudiée, les organisations ouvrières en sont encore à leurs débuts et que, généralement, elles ne jouent pas encore le rôle qui sera le leur plus tard. Ces grèves se caractérisent par leur spontanéité, et aussi par une richesse d'expression et une réelle puissance d'invention qui tendra à diminuer avec le développement de l'organisation.

D'aucuns trouveront peut-être que l'auteur valorise quelque peu ce mouvement spontané au détriment des syndicats, qu'elle privilie, en quelque sorte, un moment de l'histoire ouvrière où, effectivement, pour des raisons multiples et complexes, les partis et associations professionnelles n'étaient souvent pas au niveau des luttes réelles. Ce rapport spontanéité-organisation pourrait faire l'objet d'une vaste discussion, car il constitue l'un des thèmes essentiels de l'ouvrage qui, sous ce seul angle déjà, mériterait une étude approfondie.

Comme il n'est pas possible de s'y livrer dans l'espace qui nous est imparti, nous nous bornerons, pour terminer, à indiquer brièvement les sujets principaux abordés dans ce remarquable ouvrage. Une première partie est consacrée au «mouvement des grèves»; après une étude des sources qui permet quelques aperçus sur la sociologie empirique du XIX<sup>e</sup> siècle, l'auteur s'attache aux relations entre les grèves et la croissance industrielle, la concentration, la syndicalisation, l'évolution du niveau de vie, ainsi que la répartition des grèves par métiers et leurs résultats. Après une analyse diachronique du mouvement gréviste de 1864 à 1890, elle affine encore son analyse pour étudier les fluctuations des grèves, leurs relations avec la conjoncture économique et aborder la psychologie ouvrière en recherchant comment les ouvriers voyaient leur budget (ils avaient alors une conscience bien obscure des modifications de leur salaire réel). Mais, ces fluctuations ne sont pas en corrélation absolue avec la conjoncture; la dépression exerce des effets particuliers tandis que le climat politique amplifie ou atténue le mouvement gréviste.

La deuxième partie, intitulée «composante des grèves», étudie l'ouvrier consommateur, ses revendications, et se termine par une «sociologie des grévistes» de laquelle se dégagent de véritables «physionomies professionnelles».

La troisième partie, «le cours de la grève», nous montre celle-ci dans sa

dynamique. Comment se déclenche-t-elle, comment est-elle conduite, le rôle de l'organisation syndicale, celui des «meneurs», des militants, les diverses méthodes de lutte, la vie des grévistes, leurs manifestations, leurs violences, le «discours de la grève», comment se termine-t-elle, comment réagissent à son égard le patronat, l'Etat, la société toute entière, tels sont les principaux points abordés dans ces chapitres qui sont peut-être les plus passionnantes du livre.

Souhaitons que cet important ouvrage ne reste pas sans lendemains, mais qu'il impulse de nouvelles recherches ponctuelles, plus limitées dans l'espace et le temps; elles bénéficieront du travail de Michelle Perrot et pourront, grâce à elle, contribuer utilement à cette réélaboration et réappropriation du passé qui commence à se développer en France.

Genève

*Marc Vuilleumier*

ERNST RUDOLF HUBER und WOLFGANG HUBER, *Staat und Kirche im 19. und 20. Jahrhundert. Dokumente zur Geschichte des deutschen Staatskirchenrechts. Band II. Staat und Kirche im Zeitalter des Hochkonstitutionalismus und des Kulturkampfs 1848–1890*. Berlin, Duncker & Humblot, 1976. 1036 S.

Erfreulich bald ist auf den ersten (SZG 24, 1974, S. 325–327) der sehr umfangreiche zweite Band gefolgt, der eine für das Verhältnis von Staat und Kirche zentrale Epoche erfasst. Die insgesamt 477 oft mehrseitigen Quellenstücke sind dabei von grosser Vielfalt: neben den nach wie vor dominierenden Verfassungs- und Gesetzestexten kommen in grösserem Masse auch Aufrufe und Grundsatzerklärungen politischer Gruppen, des Episkopats, Denkschriften und Notenwechsel, Auszüge aus parlamentarischen Debatten und Korrespondenzen zum Abdruck. Darin widerspiegelt sich der Prozess einer zunehmenden Politisierung und Parlamentarisierung; die Kirchen und Kirchenfürsten gewöhnen sich daran, ihre Anliegen einer grösseren Öffentlichkeit vorzutragen, auf behördliche Erlasse und Gesetze mit publikumswirksamen Argumenten zu respondieren. Die Dynamik der Entwicklung und der Konfrontationen bringt es mit sich, dass die katholische Kirche den Inhalt des Bandes fast ganz ausfüllt: mit den evangelischen Landeskirchen der Einzelstaaten gibt es kaum Konflikte. Das Jahr 1848 bringt den grossen Aufbruch des deutschen Katholizismus mit dem Kölner Programm, den Stellungnahmen des Mainzer Katholikentages und der Würzburger Denkschrift der (von Rom ungern gesehenen) Versammlung der deutschen Erzbischöfe und Bischöfe. Der Wille, die konstitutionellen Möglichkeiten fortan für die Sicherung und den Ausbau des Katholizismus zu nutzen, tritt nunmehr an die Stelle restaurativer Zurückhaltung. Dadurch entsteht allerdings auch eine zeitweilige Spannung nicht nur zu den Ordnungsgewalten, die nach 1850 wieder retabliert sind, sondern auch zur römischen Kurie, welche die Partnerschaft zum absolutistischen Staat nur ungern preisgibt. Sehr eingehend belegt der Band den zielbewussten Einsatz der katholischen Bi-